

## LE DRAPEAU CANADIEN

(Texte)

LE DÉCRET DU CONSEIL DÉSIGNANT LE PAVILLON ROUGE

ON RÉCLAME LA SUPPRESSION DE LA TAXE DE 11 P. 100 SUR LES VÊTEMENTS D'ENFANTS

A l'appel de l'ordre du jour.

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. George Muir (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Elle découle de la réponse qu'il a donnée hier à la Chambre à l'honorable représentant de Chapeau lorsqu'il l'a assuré qu'un drapeau vraiment canadien flotterait à l'occasion de l'exposition universelle de 1967 à Montréal. Le premier ministre dirait-il à la Chambre et au pays si le gouvernement se propose d'abroger le décret du conseil édictant que le Pavillon rouge du Canada est le drapeau propre à notre pays?

**M. L.-P.-Antoine Bélanger (Charlevoix):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Finances. Pourrait-il dire à la Chambre s'il étudie l'à-propos de supprimer la taxe de 11 p. 100 sur les vêtements d'enfants?

(Traduction)

**L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances):** Non, monsieur l'Orateur, pas en ce moment.

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit hier et auparavant sur ce sujet.

## L'AVIATION ROYALE DU CANADA

PENHOLD (ALB.)—SIGNATURE DE LA PÉTITION PAR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Lawrence E. Kindt (MacLeod):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Agriculture une question relative à la base de Penhold. Le ministre a-t-il signé une pétition contre le projet de réserve ou Penhold à l'entraînement des réactés ou de transformer cette base à cette fin?

**L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je n'ai signé aucune pétition.

## LES FINANCES

RÈGLEMENT RÉGISSANT LES AUGMENTATIONS DE LA TAXE DE VENTE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. A. Olson (Medicine-Hat):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. A-t-il publié ou fait annoncer au public les règlements relatifs à l'application des augmentations progressives de la taxe de vente, comme il a promis de le faire plus tôt au cours de la présente session? Cette affaire commence à revêtir une certaine urgence car les soumissions qu'on demande maintenant dans le domaine de la construction seront touchées par l'application future de ces règlements.

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

KITIMAT (C.-B.)—FERMETURE DES BUREAUX

A l'appel de l'ordre du jour:

**Mr. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Comme c'est aujourd'hui la date limite fixée pour la fermeture des bureaux d'assurance-chômage et de service national de placement à Kitimat (C.-B.), un délai a-t-il été accordé ou le gouvernement a-t-il l'intention d'agir comme il l'a déjà annoncé?

**L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable représentant de m'avoir communiqué d'avance cette question qui, en fait, relève du ministre du Revenu national. Cependant, je suis heureux de l'informer que le ministère du Revenu national a annoncé les modifications à la loi sur la taxe d'accise et a largement distribué bulletins explicatifs et circulaires.

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, la Commission d'assurance-chômage n'a aucunement laissé entendre qu'elle avait l'intention de revenir sur sa décision en ce qui concerne la fermeture de ce bureau pour des raisons qui ont déjà été données.

Cette documentation a été distribuée aux détenteurs de licence connus ou éventuels, aux associations et aux personnes intéressées; elle a été mise à la disposition du public dans tous les bureaux de douane et d'accise et dans les bureaux régionaux de vérification et de perception de la taxe d'accise à travers le Canada.

## LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA COMMISSION NORRIS—ANNONCE D'UNE ACCUSATION PORTÉE CONTRE HAL BANKS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Michael Starr (Ontario):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Justice. Est-il en mesure de faire rapport à la Chambre au sujet du